

Groupe de Lima, sans moral et sans éthique



Le dit Groupe de Lima est formé de plusieurs pays de la région sur ordre de Washington pour que, face au grand discrédit de l'OEA, l'Organisation des États Américains, il serve de fer de lance contre la République Bolivarienne du Venezuela et contre d'autres pays avec des gouvernements progressistes.

Il ne fait pas partie des mécanismes multilatéraux à niveau mondial ou continental bien que certains médias tentent de lui attribuer cette condition.

C'est une espèce de club ou, plus exactement un cartel si nous nous en tenons à la définition de ce terme, qui est l'union d'entreprises -ou de pays- créée pour défendre des intérêts communs qu'ils soient légaux ou pas, et d'éliminer ou de contrôler la concurrence.

Dans le cas de ce groupe, l'intérêt commun consiste à s'attirer les bonnes grâces des États-Unis exprimé généralement dans des aides généreuses économiques et financières à condition qu'ils obéissent aux ordres ou orientations émis depuis Washington.

Il s'agit donc d'un cartel à genoux, docile, un cheval en bois similaire à celui qu'ont utilisé les Grecs pour détruire Troie, leur principal adversaire dans la navigation maritime et dans le commerce à cette époque-là.

Il manque de légitimité et d'autorité morale et il viole des principes fondamentaux de la coexistence internationale dont celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et la non-incitation au recours ou à la menace du recours à la violence pour briser l'ordre constitutionnel dans un pays souverain et indépendant.

Ce qui attire énormément l'attention et qui pourrait provoquer l'hilarité s'il ne s'agissait pas d'une question si sérieuse, est la présence dans ce club de certains gouvernements qui se croient en mesure de donner des leçons de démocratie ou de jeter des pierres au voisin alors que leur toit, s'ils en ont un, est fait des vitres les plus fragiles.

Tel est le cas, par exemple, du Guatemala, un pays de papier, créé pour bénéficier de petits groupes qui se relayent dans la saignée des rares ressources publiques en créant des chaînes d'impunité que l'on n'a pas réussi à briser bien qu'un président et sa vice-présidente soient en prison pour corruption.

Plus tragique encore est le cas du Panama où, récemment, on a rappelé le 29e anniversaire de l'invasion sanglante par les États-Unis qui a détruit une partie de la capitale y compris le quartier le plus pauvre, celui d'El Chorrillo, et qui a tué entre 2 500 et 3 500 civils et dont le gouvernement se met maintenant au service des bourreaux pour provoquer dans une autre nation sœur une barbarie similaire ou pire.

Le président de la Colombie, Iván Duque fait presque rire lorsqu'il réclame le respect des droits humains au Venezuela, oubliant que depuis son investiture en août dernier, 90 leaders sociaux ont été assassinés – dont 5 pendant les 6 premiers jours de 2019- face au silence complice des autorités qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas mettre frein à cette extermination systématique.

Ce sont quelques uns de ceux qui, maintenant, prêchent la violence contre le peuple du Venezuela. Mais il y en a d'autres qui ne sont pas meilleurs que ceux que nous avons cités mais que, pour une question de temps et d'espace, nous aborderons au cours de prochains commentaires.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/180454-groupe-de-lima-sans-moral-et-sans-ethique>



Radio Habana Cuba